COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
18 au 24 juin 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Interview du Secrétaire général de la COI.....3

- « Le défi de l'économie bleue, c'est la sécurité »

1.2 Sécurité maritime-COI.....4

-Dans l'océan Indien : l'UE constate une hausse des transactions de drogue

-[VIDÉO] Conférence interministérielle sur la sécurité maritime : rassembler les pays de l'océan Indien pour que la région reste une zone de paix et de stabilité

-Cooperation and complementarity among States key to address maritime security issues, says Minister Bodha

- Le ministre Bodha : « La sécurité maritime est une condition essentielle au développement de l'économie bleue »

-[Vidéo] SAJ félicite l'UE pour son engagement en faveur de la sécurité maritime

-Nando Bodha :« 35 tonnes d'héroïne transitent en Afrique chaque année »

- Seychelles appeals for a safer Indian Ocean with no rivalries between States

- Mobilisation internationale pour la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental

1.3 Energies renouvelables.....42

-Electricité : réunion du club de la COI

-Antanarivo a abrité la 2e réunion du réseau de la transition énergétique de l'Océan Indien

-Transmission énergétique-des centrales hybride non privatisées

-Club des électriciens de la COI : Concertation sur les énergies renouvelables, hier à Isoraka

-Club des électriciens COI : Le courant passe entre les acteurs

COI et ses Projets

Interview du SG de la COI

24 juin 2019

Le Défi QUOTIDIEN

Hamada Madi (COI)

« Le défi de l'économie bleue, c'est la sécurité »

Pour développer l'économie bleue, il faut investir dans les infrastructures, soutient Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien. Entretien.

■ Le 2 mai dernier, vous avez signé avec le Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement, Neven Mimica, la Convention de financement d'un nouveau programme pour la sécurité portuaire et la sûreté en mer. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Ce programme renforcera le partage d'informations sur le fret et les passagers, les capacités des services répressifs et des douanes contre le crime organisé et le risque terroriste ou encore les moyens de contrôle, de surveillance et de saisie des cargaisons. Il s'inscrit dans la lignée du programme régional de sécurité maritime (MASE) financé par l'Union européenne pour créer une architecture de sécurité maritime adaptée et moderne dans l'océan Indien occidental.

■ La COI est appelée aujourd'hui à piloter de vastes projets d'intégration régionale. Quels sont ces projets ?



Ils sont nombreux. Je citerai le démarrage du nouveau programme régional de pêche, ECOFISH financé par l'Union européenne, qui consolidera les filières de pêches durables et relancera l'emblématique Plan régional de surveillance des pêches qui engage huit États de la région. Cette année sera marquée par de nouveaux programmes d'adaptation aux effets du changement climatique et de lutte contre les pollutions marines.

■ Quels sont les défis de l'économie dans la région ?

Le premier des défis, c'est la sécurité. Outre la piraterie, il s'agit aussi de trafic de drogue, de trafic d'êtres humains, de trafic d'armes, de trafic de ressources naturelles, de pêche illégale ou de pollution marine. Or, je constate avec préoccupation que le programme MASE, qui a donné d'excellents résultats, s'achèvera en 2022 et, au-delà du projet sur la sécurité portuaire. Il est nécessaire de consolider les acquis de ce programme pour sécuriser durablement nos espaces océaniques. Ce sera un point débattu lors de la Conférence ministérielle du 19 juin organisée par Maurice.

■ Comment l'économie bleue peut-elle jouer un rôle essentiel dans la transformation structurelle de l'Afrique ?

C'est toute une multitude de secteurs qui est concernée : tourisme, pêche, transport, logistique, énergies durables. Pour développer l'économie bleue, il faut investir dans les infrastructures, les secteurs productifs mais aussi dans la sensibilisation, la gestion des ressources naturelles et la préservation des écosystèmes. Personne ne peut contester la responsabilité de préserver les récifs pour des raisons écologiques, sociales et économiques.

Propos recueillis par Sneha Peryagh

18 juin 2019

https://www.mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-s%C3%A9curit%C3%A9-

VIDÉO] Sécurité maritime : l'avant-dernière étape avant la conférence ministérielle

by Dasa Appalasawmy



À la veille de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental, les hauts cadres des pays participants et des agences régionales et internationales se sont réunis à l'hôtel Intercontinental à Balaclava. Une rencontre où les initiatives des dernières années seront passées en revue et la déclaration des ministres prévue demain, finalisée.

Compte-rendu : Linley Appadoo

https://www.lemauricien.com/article/dans-locean-indien-lue-constate-une-

Dans l'océan Indien : l'UE constate une hausse des transactions de drogue



La police réunionnaise présentant la saisie record de zamal à la presse

- Nando Bodha : « La piraterie peut resurgir à tout moment »

« *Le trafic de drogue par la mer a augmenté de manière considérable et demeure active dans la région comme nous indiquent les récentes saisies de drogue* », a déclaré l'ambassadrice de l'Union européenne à Maurice, Marjaana Sall, hier matin lors de l'ouverture de la deuxième conférence ministérielle sur la sécurité maritime et le 22 Contact Group on Piracy off the Coasts of Somalia (CGPCS), à Ébène.

La sécurité maritime, rappelle l'ambassadrice, est « *cruciale* ». Elle poursuit : « *Nous avons vu des attaques de piraterie dans la région, le trafic humain, la contrebande, le trafic de drogue et la dégradation de l'environnement marin. Ceci a un impact sur l'économie, le commerce international et sur le développement du commerce dans la région. Notre vigilance commune est importante.* » Pour combattre les crimes maritimes, elle fait ressortir qu'un fonds de 42 M euros de l'UE a été décaissé. Même si le nombre de cas de piraterie a connu une baisse, elle demande à « *continuer les efforts* » et à « *exercer la prudence* ».

Le trafic de drogue est un problème également mis en exergue par le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, présent lors de cette première table ronde. « *L'océan Indien est devenu un centre pour le trafic de drogue à l'international* », dit-il, faisant ressortir que ce trafic a quitté tout lentement le Mexique, les régions d'Amérique Latine et les États-Unis pour l'océan Indien. « *Les défis sont énormes* », dit-il.

Hormis le fléau du trafic de drogue, la piraterie demeure le « *problème principal* ». De ce fait, les Nations unies avaient voté pour la mise en place d'un Contact Group pour lutter contre la piraterie sur la côte de la Somalie. Selon lui, la piraterie est une menace « *endémique* ». Si le nombre de cas de piraterie a baissé, il fait ressortir deux cas en avril de cette année. « *Nous ne devons pas oublier qu'il y a encore des prisonniers et des cas où des pirates doivent être poursuivis et avoir une peine d'emprisonnement* », dit-il.

Le ministre fait de même ressortir qu'il y a encore des otages des derniers événements de 10 ans. Par ailleurs, une conférence à Copenhague, tenue récemment, avait pris en considération les actions du Contact Group depuis la dernière décennie. Selon Nando Bodha, on note toujours des incidences. Il y a, ajoute-t-il, consensus parmi les îles de l'océan Indien et que le Contact Group doit poursuivre son travail. « *La piraterie peut resurgir à tout moment* », dit-il.

Si les pirates sont arrêtés, Nando Bodha avance que « *la mafia* » derrière ces pirates et qui a collecté des millions de dollars, est à la recherche des opportunités pour se présenter. « *Le combat est toujours présent* », dit le ministre. Évoquant la superficie de Maurice, qui est de 250 km, il révèle que les officiers du National Coast Guard ont « *des difficultés* » pour surveiller les eaux mauriciennes. « *Nous éprouvons des difficultés pour contrôler nos zones maritimes* », dit-il.

Ces officiers ont quotidiennement 250 missions en mer et, selon Nando Bodha, ils « *ne peuvent surveiller toutes les eaux mauriciennes autour du lagon* ». La surveillance de la mer est une « *tâche gigantesque* ». Il fait de

même ressortir que la sécurité maritime fait face à plusieurs défis, notamment la piraterie, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le trafic humain. *« Comment coordonner tous nos efforts pour qu'il y ait efficacité ? »*, se demande le ministre. Par ailleurs, ils sont 5 000 navires qui sortent du Moyen-Orient et se dirigent vers l'Asie avec des produits pétroliers. *« De ce fait, les menaces se présentent »*, dit-il.

Une trentaine d'organisations travaille de concert pour lutter contre la piraterie dans l'océan Indien. Lors de son discours, Nando Bodha a lancé sa suggestion demandant *« s'il est possible d'étendre le mandat du Contact Group au-delà de la piraterie ».* Il poursuit : *« Il y a trop de crimes illicites qui se produisent. »* Il fait d'ailleurs référence aux saisies de drogue dans l'océan Indien. *« Il y a un besoin d'action coordonnée pour combattre d'autres formes de crimes »*, dit-il.

Associer les crimes et la piraterie, selon le ministre, peut être considéré par ce Contact Group. *« En raison de la piraterie, les bateaux de croisière ne mouillent pas à Maurice »*, précise-t-il. Deux conférences se tiendront dans le sillage de cette conférence interministérielle. L'une portera sur les dix ans du Contact Group mis en place par les Nations unies et la marche à suivre.

La deuxième conférence sera sur la sécurité maritime qui en est à sa deuxième édition cette année. Autour de cette conférence, le souhait a été d'organiser une Maritime Security Week, durant laquelle plusieurs institutions se sont engagées telle l'université de Maurice. En marge de ces deux conférences, une dizaine de thèmes sera discutée. « *Sans sécurité, il n'y a aucune activité touristique ou l'économie bleue* », dit-il. Cette conférence vise à positionner Maurice et les pays de la région, tels les Seychelles, pour être en avant-plan. L'un des objectifs est aussi de continuer le travail avec le Contact Group qui a été créé.

Un professeur de l'université de Copenhagen est à Maurice pour que les structures pour combattre la piraterie soient toujours en place. La promotion d'autres projets est aussi à l'agenda. L'Union européenne, qui participe à cette conférence, finance la Commission de l'océan Indien. Cette

commission émerge comme la structure autour de laquelle les efforts sont coordonnés pour que l'océan soit sûr.

Nando Bodha espère que cette semaine consacrée à la sécurité maritime, nous permettra d'être plus conscients des menaces et défis auxquels fait face Maurice. La troisième conférence sur la sécurité maritime avec un agenda plus ambitieux se tiendra à Maurice l'année prochaine.

http://www.mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-conf%C3%A9rence-

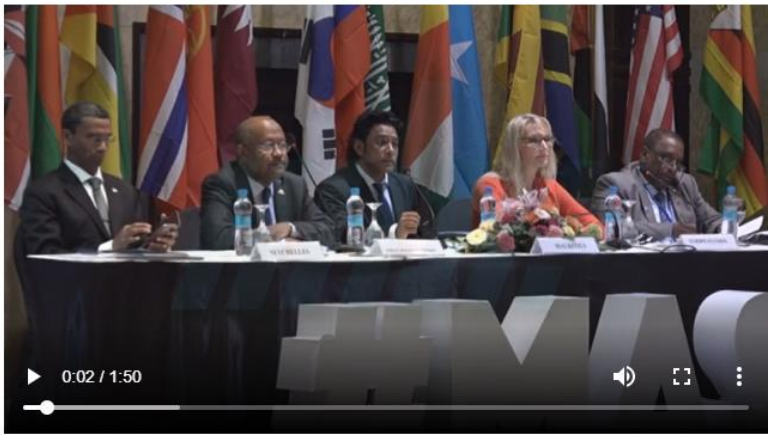
[VIDÉO] Conférence interministérielle sur la sécurité maritime : rassembler les pays de l'océan Indien pour que la région reste une zone de paix et de stabilité

Jun 19, 2019 | Posted by a.ramdeal | 0



La Commission de l'Océan Indien (COI) joue un rôle très important dans le combat contre le terrorisme, la pollution maritime et le trafic de drogue dans la région. Propos du ministre des affaires étrangères, Nando Bodha, lors du lancement officiel de la seconde conférence interministérielle sur la sécurité maritime (MASE) dans la région de l'océan occidental à Balaclava ce mercredi 19 juin. Le programme MASE est financé par l'Union européenne à hauteur de 37,5 millions d'euros. Plusieurs pays occidentaux y ont pris part.

Reportage : Vidhima Seeborun/Neetusha Jeeha



Cooperation and complementarity among States key to address maritime security issues, says Minister Bodha

The second edition of the Ministerial Conference on Maritime Security in the Western Indian Ocean, a Governmental initiative in collaboration with the Indian Ocean Commission (IOC) and the European Union, opened this morning at the InterContinental Hotel, in Balaclava. The Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, Minister of Public Infrastructure and Land Transport, Mr Nandcoomar Bodha, and other personalities were present.

The Conference is discussing the progress and implementation of the Roadmap on Maritime Security that was adopted in the first Ministerial Conference in 2018, and is evaluating the efficiency of actions and identifying responses to ensure a long-lasting Maritime Security in the Western Indian Ocean region.

The 2019 Ministerial Conference will thus allow States, International Organisations and Partner representatives to agree on the collective actions undertaken and ensure a strong coordination. This political commitment is needed to build an efficient and sustainable maritime security architecture in the Western Indian Ocean.

In his keynote address, today, Minister Bodha highlighted that the fight against multi-dimension threats to maritime security concerns everybody, and that continued maritime security requires giving effectiveness to the regional security architecture. Mauritius, he said, has taken the initiative to bring together both big and small players to address the multifaceted challenge of maritime security in an ocean which has the most conflicts in its region and which is the busiest conduit of world trade. On that note, he announced the hosting of a third Ministerial Conference to maintain and reinforce the common strategic approach to address maritime security concerns.

The Minister stressed on the need to have cooperation and complementarity among the States, so that it results in a strengthened coordination and synergies within a common regulating framework on a transnational scale to fight the various illegal activities. It is crucial to address the issues of disparities in jurisdictions and regulations of territorial waters, exclusive

economic zones and the high seas in the context of poorly delineated borders, he added.

According to Minister Bodha, a key element in the effort to combat Transnational Organised Crimes is the sharing of both land-based and maritime information, which requires States in the region to have proper working mechanisms. This, he said, will ensure that information of a criminal nature is shared and appropriate responses are delivered. Similarly, he added, we must pool our efforts to combat cybercrime by formulating and implementing the necessary preventive strategies to maintain peace and stability in the region.

Moreover, Mr Bodha elaborated on daunting challenges such as drug trafficking, with Africa being a coveted continent for transit and destination of drugs, with approximately 35 tons of heroin being transited through the continent each year. He also spoke of illegal, undeclared and unregulated fishing, amounting to some USD 400 million on their first sale and at least USD 1 billion in transformed goods, annually.

In his concluding remarks, the Minister reiterated Government's determination to ensure peace, stability and security in the region and urged the international community to continue to provide their unflinching support in this endeavour.

http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-06/20/c_138157044.htm

La sécurité maritime est une condition essentielle au développement de l'économie bleue, selon le ministre mauricien des AE

PORT-LOUIS, 19 juin (Xinhua) -- La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine, a déclaré mercredi le ministre mauricien des Affaires étrangères, Nandcoomar Bodha, en inaugurant officiellement la deuxième édition de la Conférence ministérielle internationale sur la Sécurité maritime à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava (nord de Port-Louis).

Selon le chef de la diplomatie mauricienne, cette conférence a pour objectif de prolonger et de raffermir les grandes avancées réalisées lors de la dernière édition, notamment en terme de la mise en oeuvre d'une feuille de route pour renforcer l'architecture de surveillance des mers.

L'entrée en opération du Centre de Coordination aux Seychelles et du Centre de Fusion à Madagascar, mise en place dans le cadre des Accords MASE (Maritime Security Programme), répond à une exigence de sécurité des océans dans la région.

M. Bodha a fait un appel aux pays de la région qui n'ont pas encore signé ces accords de le faire en vue de renforcer la coopération régionale face aux risques sécuritaires en mer, dont le trafic des stupéfiants, la piraterie, le trafic d'armes, le trafic humain, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le terrorisme, la pollution maritime, la dégradation des ressources océaniques et les accidents et catastrophes en mer.

"La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine", a souligné M. Bodha.

Plus d'une vingtaine de pays et une trentaine d'organisations régionales et internationales sont réunies à Balaclava pour réfléchir sur les moyens de

mobiliser l'effort international en vue d'assurer une meilleure sécurité dans la partie occidentale de l'océan indien.
Au-delà de la piraterie qui a longtemps été un risque sécuritaire majeur dans la région, d'autres menaces ont émergé et se développent dans l'océan indien occidental, notamment le trafic d'êtres humains, l'immigration clandestine organisée, le trafic d'armes et le terrorisme. Le trafic de drogue est particulièrement important dans la zone, mettant en danger Maurice et ses voisins.

La sécurité maritime est une condition essentielle au développement de l'économie bleue, selon le ministre mauricien des AE

La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine, a déclaré mercredi le ministre mauricien des Affaires étrangères, Nandcoomar Bodha, en inaugurant officiellement la deuxième édition de la Conférence ministérielle internationale sur la Sécurité maritime à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava (nord de Port-Louis).

Selon le chef de la diplomatie mauricienne, cette conférence a pour objectif de prolonger et de raffermir les grandes avancées réalisées lors de la dernière édition, notamment en terme de la mise en oeuvre d'une feuille de route pour renforcer l'architecture de surveillance des mers.

L'entrée en opération du Centre de Coordination aux Seychelles et du Centre de Fusion à Madagascar, mise en place dans le cadre des Accords MASE (Maritime Security Programme), répond à une exigence de sécurité des océans dans la région.

M. Bodha a fait un appel aux pays de la région qui n'ont pas encore signé ces accords de le faire en vue de renforcer la coopération régionale face aux risques sécuritaires en mer, dont le trafic des stupéfiants, la piraterie, le trafic d'armes, le trafic humain, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le terrorisme, la pollution maritime, la dégradation des ressources océaniques et les accidents et catastrophes en mer.

"La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine", a souligné M. Bodha.

Plus d'une vingtaine de pays et une trentaine d'organisations régionales et internationales sont réunies à Balaclava pour réfléchir sur les moyens de mobiliser l'effort international en vue d'assurer une meilleure sécurité dans la partie occidentale de l'océan indien.

Au-delà de la piraterie qui a longtemps été un risque sécuritaire majeur dans la région, d'autres menaces ont émergé et se développent dans l'océan indien occidental, notamment le trafic d'êtres humains, l'immigration clandestine organisée, le trafic d'armes et le terrorisme. Le trafic de drogue est particulièrement important dans la zone, mettant en danger Maurice et ses voisins.

Le ministre Bodha : « La sécurité maritime est une condition essentielle au développement de l'économie bleue »



Le ministre des Affaires étrangères, Nandcoomar Bodha, a officiellement inauguré la deuxième édition de la Conférence ministérielle internationale sur la Sécurité maritime ce mercredi 19 juin 2019 à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava.

Le chef de la diplomatie mauricienne a d'emblée rappelé que la présente conférence a pour objectif de prolonger et de raffermir les grandes avancées réalisées lors de la dernière édition notamment en terme de la mise en oeuvre d'une feuille de route pour renforcer l'architecture de surveillance des mers.

L'entrée en opération du Centre de Coordination aux Seychelles et du Centre de Fusion à Madagascar, mise en place dans le cadre des Accords MASE (Maritime Security Programme), répond à une exigence de sécurité des océans dans la région.

Le ministre a fait un appel aux pays de la région qui n'ont pas encore signé ces accords à le faire en vue de renforcer la coopération régionale face aux risques sécuritaires en mer dont le trafic des stupéfiants, la piraterie, la trafic d'armes, le trafic humain, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le terrorisme, la pollution maritime, la dégradation des ressources océaniques et les accidents et catastrophes en mer.

Il a situé les grands enjeux de la sécurité maritime dans la zone et les défis qui se posent pour répondent aux défis sécuritaires en mer. « La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine », a-t-il soutenu.



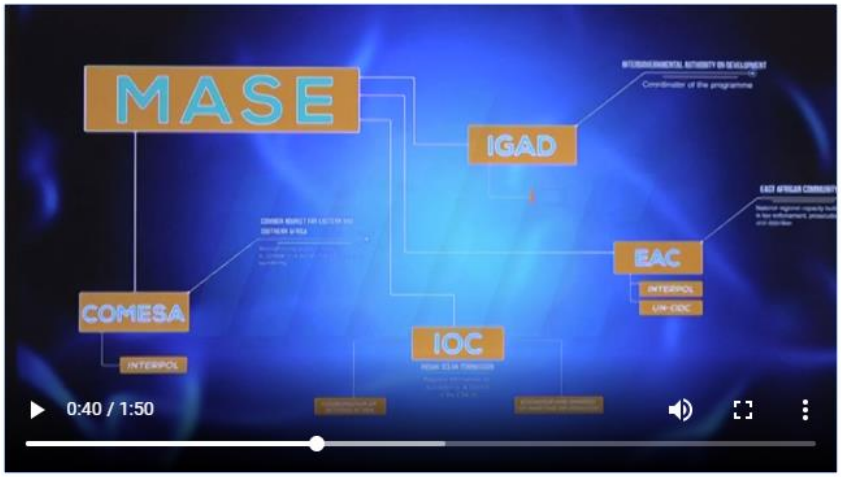
Plus d'une vingtaine de pays et une trentaine d'organisations régionales et internationales sont réunis à Balaclava pour réfléchir sur les moyens pour mobiliser l'effort international en vue d'assurer une meilleure sécurité dans la partie occidentale de l'océan Indien.

Le bassin occidental de l'océan Indien revêt une importance au niveau mondial. En effet, ce vaste espace bordé par une quinzaine d'Etats est traversé par des grandes routes maritimes reliant l'Asie, le Moyen Orient, l'Afrique orientale et australe et l'Europe.

Au-delà de la piraterie qui a longtemps été un risque sécuritaire majeur dans la région, d'autres menaces ont émergé et se développent dans l'océan Indien occidental dont la criminalité transnationale et organisée, notamment le trafic d'êtres humains, l'immigration clandestine organisée, le trafic d'armes et le terrorisme. Le trafic de drogue est particulièrement important dans la zone, mettant en danger Maurice et ses voisins.

[VIDÉO] Conférence interministérielle sur la sécurité maritime : rassembler les pays de l'océan Indien pour que la région reste une zone de paix et de stabilité





La Commission de l'Océan Indien (COI) joue un rôle très important dans le combat contre le terrorisme, la pollution maritime et le trafic de drogue dans la région. Propos du ministre des affaires étrangères, Nando Bodha, lors du lancement officiel de la seconde conférence interministérielle sur la sécurité maritime (MASE) dans la région de l'océan occidental à Balaclava ce mercredi 19

juin. Le programme MASE est financé par l'Union européenne à hauteur de 37,5 millions d'euros. Plusieurs pays occidentaux y ont pris part.

Reportage : Vidhima Seeborun/Neetusha Jeeha





Nando Bodha : « La sécurité maritime est une condition essentielle au développement de l'économie bleue »

June 20, 2019

Le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, a officiellement inauguré la deuxième édition de Conférence ministérielle internationale sur la Sécurité maritime ce mercredi 19 juin 2019 à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava.

Le chef de la diplomatie mauricienne a d'emblée rappelé que la présente conférence a pour objectif de prolonger et de raffermir les grandes avancées réalisées lors de la dernière édition notamment en terme de la mise en œuvre d'une feuille de route pour renforcer l'architecture de surveillance des mers.

L'entrée en opération du Centre de Coordination aux Seychelles et du Centre de Fusion à Madagascar, mise en place dans le cadre des Accords MASE (Maritime Security Programme), répond à une exigence de sécurité des océans dans la région.

Le ministre a fait un appel aux pays de la région qui n'ont pas encore signé ces accords de le faire en vue de renforcer la coopération régionale face aux risques sécuritaires en mer dont le trafic des stupéfiants, la piraterie, la trafic d'armes, le trafic humain, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), le terrorisme, la pollution maritime, la dégradation des ressources océaniques et les accidents et catastrophes en mer.

Nando Bodha a situé les grands enjeux de la sécurité maritime dans la zone et les défis qui se posent pour répondent aux défis sécuritaires en mer. « *La sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie*

océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine» soutient le ministre.
Plus d'une vingtaine de pays et une trentaine d'organisations régionales et internationales sont réunies à Balaclava pour réfléchir sur les moyens pour mobiliser l'effort international en vue d'assurer une meilleure sécurité dans la partie occidentale de l'océan indien.
Le bassin occidental de l'océan indien revêt une importance au niveau mondial. En effet, ce vaste espace bordé par une quinzaine d'Etats est traversé par des grandes routes maritimes reliant l'Asie, le Moyen Orient, l'Afrique orientale et australe et l'Europe.
Au-delà de la piraterie qui a longtemps été un risque sécuritaire majeur dans la région, d'autres menaces ont émergé et se développent dans l'océan indien occidental dont la criminalité transnationale et organisée, notamment le trafic d'êtres humains, l'immigration clandestine organisée, le trafic d'armes et le terrorisme. Le trafic de drogue est particulièrement important dans la zone, mettant en danger Maurice et ses voisins.

Pour en savoir plus, Vidéo et articles sur la sécurité maritime :

- https://www.youtube.com/watch?time_continue=4&v=wABe9EobNrk
- https://eeas.europa.eu/delegations/mauritius/64253/maritime-security-western-indian-ocean_en
- https://www.newsmada.com/2019/06/20/la-politique-en-bref-330/
- https://www.myt.mu/sinformer/dossiers/societe/527509/mobilisation-internationale-pour-la-securite-maritime-dans-l-rsquo-ocean-indien-occidental
- http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=18&news_id=1821
- http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=36&news_id=1823

Maritime Security: High Officials Meeting discusses regional cooperation mechanisms



The High Officials Meeting, which is preceding the second edition of the Indian Ocean Commission's (IOC) Ministerial Conference on Maritime Security in the Western Indian Ocean, opened today at the Intercontinental Hotel, in Balaclava.

The Meeting, which is setting the scene for the Ministerial Conference, is revolving around a set of identified actions which are: regional cooperation mechanisms; fight against terrorism (the terrorist risk and the related criminal networks); fight against transnational traffics (drug trafficking, human traffics, arms trafficking, money laundering); risks of disasters at sea (assistance at sea, ocean pollution, preserving biodiversity, impacts of climate change). The specific recommendations during the High Officials Meeting will then be submitted for consideration during the Ministerial Conference scheduled for tomorrow.

In his address, the Chairperson of the High Officials Meeting, the Permanent Secretary at Prime Minister's Office (Home Affairs Division), Mr Om Kumar Dabidin, said that the South Western Indian Ocean region has become a major geopolitical and strategic region with key challenges regarding maritime security, human trafficking, drug trafficking, illegal fishing, trade, peace and stability.

The sea, Mr Dabidin recalled, is responsible for most of the exports and imports of nations. It can compromise its integration in the regional and global economy due to maritime insecurity being given that: 50% of world transportation and 40% of gas cross the Western Indian Ocean route, and

30% of world trade and 50% of containers volume traffic are managed by bordering ports, he indicated.

According to him, Maritime Security is a shared need for the welfare and prosperity of all States and therefore to the citizens of those countries. As all States reap the benefits of safer and more secure oceans, they also share the responsibility for addressing major threats and challenges to maritime security as well as safety, and in this respect, an integrated and collaborative approach is vital to combatting the harms already done, he added.

For his part, the Secretary General of the IOC, Mr Hamada Madi, pointed out that the Indian Ocean holds a key position on the world stage of geopolitics given that this vast region is crossed by international maritime routes representing 70% of international trade of hydrocarbons and nearly half of the global merchant sea traffic. It is therefore crucial for States and international organisations to respond effectively to the challenges posed by Maritime Security and to build capacities to ensure, in a sustainable manner, Maritime Security in the Western Indian Ocean, he said.

The IOC's Secretary General, moreover pleaded for additional support from the European Union (EU) as well as the international community of technical and financial partners to consolidate the achievements of the MASE programme, which is ending in 2022, and to accompany the start-up phase and the reinforcement of the maritime security architecture. Funded by the EU to the tune of € 37.5 million and coordinated by the Intergovernmental Authority on Development, the MASE Programme comprises five results areas and is implemented by regional organisations of the Eastern Southern Africa and the Indian Ocean (ESA-OI) countries.

In his speech Deputy Head of Delegation of the EU to the Republic of Mauritius, Mr Michal Golabek, observed that sustainable development and peace and security are two sides of the same coin. Development and security go hand-in-hand. There can be no sustainable development without security, stability and peace, he highlighted.

In addition, Mr Golabek spoke of the necessity to manage more effectively human activities affecting the oceans, better ocean governance and improve coordination among various organisations responsible for preserving and protecting the seas and oceans. It is important to have a coherent and comprehensive approach involving all sectors but most of all focus should be on how to improve cooperation between all actors engaged in delivering maritime security and safety within the region, he stated. It is also crucial to adopt a practical and effective approach based on fair and transparent rules for all to secure our oceans and to manage their resources in a sustainable manner, he added.

Maritime Security

Maritime Security is a crucial domain for the ESA-OI countries since it is directly linked to economic growth, jobs, social and political stability. Thus, to respond to these cross-cutting issues, the Republic of Mauritius and the IOC, in partnership with the EU, is hosting the Senior Officials Meeting which will be followed by the Ministerial Conference on 19 June 2019 and the 22nd Plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) chaired by the Republic of Mauritius on behalf of the IOC on 20 June 2019.

20 juin 2019

http://ionnews.mu/securite-maritime-saj-ue-20062019/

[Vidéo] SAJ félicite l'UE pour son engagement en faveur de la sécurité maritime



Le ministre de la Défense, sir Anerood Jugnauth, n'a pas tari d'éloges envers l'Union européenne lors de Conférence ministérielle sur la sécurité maritime. S'adressant aux délégués ce jeudi 20 juin à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava, il l'a remercié pour son soutien sans faille sur ce dossier.

37,5 millions d'euros, soit plus de Rs 1,5 milliard, ont été injectés par l'Union européenne depuis 2013 dans le programme de promotion de la sécurité maritime (MASE) dans la région de l'Afrique orientale et australe ainsi que dans l'océan Indien.

Le programme contribue aussi à créer un environnement propice pour le développement de l'économie bleue. De plus, le programme MASE a aussi un autre enjeu, celui de renforcer la capacité nationale et régionale de surveillances et de contrôle dans l'océan Indien en luttant en même temps contre la piraterie et d'autres menaces comme le trafic de drogue, la pêche illicite ou non-réglementée.

http://www.govmu.org/English/News/Pages/22nd-Plenary-Session-takes-

22nd Plenary Session takes stock of maritime threats



The 22nd Plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS), which is an international governance mechanism established in response to United Nations Security Council Resolution 1918 (2010), opened this morning at the InterContinental Hotel, in Balaclava. TheMinister Mentor, Minister of Defence, Minister for Rodrigues Sir Anerood Jugnauth, the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade and Minister of Public Infrastructure and Land Transport, Mr Nandcoomar Bodha were present.

Established in January 2009 in New York with the objective to facilitate the discussion and coordination of actions among states and organisations to suppress Somali piracy, the CGPCS meets in two formats, namely: an annual plenary session and working groups and as several related groups meetings, which focuses on specific themes related to piracy and maritime security issues at large.

While CGPCS Plenary session is held once per year, working groups and related groups organise several meetings per year where they provide the CGPCS Secretariat with useful information on the piracy situation off the coast of Somalia. To date, more than 60 countries and international organisations have become part of this forum to work towards the prevention of piracy off the Somali coast.

In his address at the opening ceremony, Minister Mentor said that the meeting provides the opportunity to evaluate the current situation with regards to piracy in the Indian Ocean; to draw up the work plan for the current year; and to reflect on the future of the Contact Group.

Maritime security in the Indian Ocean, he pointed out, is of utmost concern to Mauritius and the challenges of keeping the sea routes safe are multi-faceted which can only be addressed through a cooperation framework that

involves international and regional actors. We have to acknowledge that ten years after the existence of the Contact Group, piracy has been drastically reduced, Sir Jugnauth added.

Minister Mentor reiterated his belief that the Indian Ocean Commission (IOC), as the Secretariat for the CGPCS, must be strengthened so as to establish a mechanism that will better coordinate collective responses to maritime security and piracy as African Coastal States depend heavily on a secure maritime route for the bulk of their trade. Therefore, he stated that it is essential that African countries combine their efforts to put in place common policies for ocean governance and national structures to facilitate coordination between States.

For his part, Minister Bodha highlighted that this mechanism has allowed for coordinated actions by the various navies to combat and reduce piracy adding that the seas must continued to be guarded and secured.

He stated that this Plenary Session has been organised so as to collectively assess the work of the Contact Group; take stock of maritime threats; ensure that the legacy lasts; and address the issues related to the Contact Group as there are too many uncoordinated efforts.

Minister Bodha made an appeal to the partners present to support the CGPCS by being proactive instead of reactive to piracy acts, adding that mobilisation and coordination is of utmost importance in deterring maritime threats.

Signature of a Memorandum of Understanding between Mauritius and Norway

After the opening ceremony, a Memorandum of Understanding (MoU) on the Establishment of a political Consultation Mechanism with Norway was signed by the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade and Minister of Public Infrastructure and Land Transport, Mr Nandcoomar Bodha and the State Secretary, Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Norway, Ms Marianne Hagen.

The MoU aims to provide a framework as well as a platform to start a dialogue between the two countries through regular meetings, with a view to addressing bilateral issues of pertinence, including projects for cooperation, as well as other issues of common regional and global strategic interests.

The Consultations can be adapted very quickly based on emerging partnership priorities and will be broad, encompassing and flexible while identifying areas of cooperation. The conduct of regular meetings, both formal and informal, will help in establishing a process whereby the status of the bilateral cooperation can be examined and reviewed in a dynamic way.

le mauricien

20 juin 2019

https://www.lemauricien.com/article/nando-bodha-35-tonnes-dheroine-

Nando Bodha :« 35 tonnes d'héroïne transitent en Afrique chaque année »



L'océan Indien est le plus animé s'agissant du commerce mondial et les conflits dans la région sont nombreux. L'Afrique est ainsi devenue le continent le plus convoité pour les drogues douces et dures.

Selon les chiffres de l'UN Office on Drugs and Crime, 35 tonnes d'héroïne transitent en Afrique chaque année. C'est ce qu'a affirmé hier le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, lors de l'inauguration officielle de la 2e édition de la Conférence ministérielle internationale sur la sécurité maritime à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava.

Selon ce rapport, ce transit se déroule sur « un tracé spécifique » et les drogues sont transportées vers les îles de l'océan Indien. « De grandes économies sur le continent sont devenues la plateforme pour le transit de l'héroïne pour les marchés noirs de l'Afrique du Sud et de l'Europe », écrit le rapport.

Selon le ministre, plus de surveillance est accordée à des zones spécifiques et d'autres routes sont créées avec plus de sophistication, employant des

systèmes technologiques. « Cela semble être une bataille qui ne se terminera jamais », dit-il.

Outre le trafic de drogues, le continent est aussi confronté à d'autres défis tels le trafic humain, le blanchiment d'argent, la pêche illégale et le trafic d'armes. « La lutte contre ces menaces multidimensionnelles sur la sécurité maritime nous concerne tous », dit-il, ajoutant que « la sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique, et avant tout, pour assurer la sécurité humaine ».

Ainsi, il demande aux pays présents « une coopération renforcée » pour lutter contre les menaces dans l'océan Indien. La mise en opération du Centre de Coordination aux Seychelles et du Centre de Fusion à Madagascar, mise en place dans le cadre des Accords MASE (Maritime Security Programme), répond à une exigence de sécurité des océans dans la région. Le ministre demande ainsi aux pays de la région, qui n'ont pas encore signé ces accords, de le faire.

Lors de cet événement, Nando Bodha a rappelé que la conférence a pour objectif de « prolonger et de raffermir les grandes avancées réalisées lors de la dernière édition », notamment concernant la mise en œuvre d'une feuille de route pour renforcer l'architecture de surveillance des mers. Les pays présents à cette conférence se sont engagés, à travers leur déclaration, à protéger l'océan Indien.

MAURITIUS NEWS WIRE
The Unlimited Source Of Latest News Releas

https://mauritiusnewswire.com/maritime-security-high-officials-meeting-

Maritime Security: High Officials Meeting discusses regional cooperation mechanisms

The High Officials Meeting, which is preceding the second edition of the Indian Ocean Commission's (IOC) Ministerial Conference on Maritime Security in the Western Indian Ocean, opened today at the Intercontinental Hotel, in Balaclava.

The Meeting, which is setting the scene for the Ministerial Conference, is revolving around a set of identified actions which are: regional cooperation mechanisms; fight against terrorism (the terrorist risk and the related criminal networks); fight against transnational traffics (drug trafficking, human traffics, arms trafficking, money laundering); risks of disasters at sea (assistance at sea, ocean pollution, preserving biodiversity, impacts of climate change). The specific recommendations during the High Officials Meeting will then be submitted for consideration during the Ministerial Conference scheduled for tomorrow.

In his address, the Chairperson of the High Officials Meeting, the Permanent Secretary at Prime Minister's Office (Home Affairs Division), Mr Om Kumar Dabidin, said that the South Western Indian Ocean region has become a major geopolitical and strategic region with key challenges regarding maritime security, human trafficking, drug trafficking, illegal fishing, trade, peace and stability.

The sea, Mr Dabidin recalled, is responsible for most of the exports and imports of nations. It can compromise its integration in the regional and global economy due to maritime insecurity being given that: 50% of world transportation and 40% of gas cross the Western Indian Ocean route, and 30% of world trade and 50% of containers volume traffic are managed by bordering ports, he indicated.

According to him, Maritime Security is a shared need for the welfare and prosperity of all States and therefore to the citizens of those countries. As all States reap the benefits of safer and more secure oceans, they also share the responsibility for addressing major threats and challenges to maritime security as well as safety, and in this respect, an integrated and collaborative approach is vital to combatting the harms already done, he added.

For his part, the Secretary General of the IOC, Mr Hamada Madi, pointed out that the Indian Ocean holds a key position on the world stage of geopolitics given that this vast region is crossed by international maritime routes representing 70% of international trade of hydrocarbons and nearly half of the global merchant sea traffic. It is therefore crucial for States and international organisations to respond effectively to the challenges posed by Maritime Security and to build capacities to ensure, in a sustainable manner, Maritime Security in the Western Indian Ocean, he said.

The IOC's Secretary General, moreover pleaded for additional support from the European Union (EU) as well as the international community of technical and financial partners to consolidate the achievements of the MASE programme, which is ending in 2022, and to accompany the start-up phase and the reinforcement of the maritime security architecture. Funded by the EU to the tune of Euros 37.5 million and coordinated by the Intergovernmental Authority on Development, the MASE Programme comprises five results areas and is implemented by regional organisations of the Eastern Southern Africa and the Indian Ocean (ESA-OI) countries.

In his speech Deputy Head of Delegation of the EU to the Republic of Mauritius, Mr Michal Golabek, observed that sustainable development and peace and security are two sides of the same coin. Development and security go hand-in-hand. There can be no sustainable development without security, stability and peace, he highlighted.

In addition, Mr Golabek spoke of the necessity to manage more effectively human activities affecting the oceans, better ocean governance and improve coordination among various organisations responsible for preserving and protecting the seas and oceans. It is important to have a coherent and comprehensive approach involving all sectors but most of all focus should be on how to improve cooperation between all actors engaged in delivering maritime security and safety within the region, he stated. It is also crucial to adopt a practical and effective approach based on fair and transparent rules for all to secure our oceans and to manage their resources in a sustainable manner, he added.

Maritime Security

Maritime Security is a crucial domain for the ESA-OI countries since it is directly linked to economic growth, jobs, social and political stability. Thus, to respond to these cross-cutting issues, the Republic of Mauritius and the IOC, in partnership with the EU, is hosting the Senior Officials Meeting which will be followed by the Ministerial Conference on 19 June 2019 and the 22nd Plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) chaired by the Republic of Mauritius on behalf of the IOC on 20 June 2019.

MAURITIUS NEWS WIRE
The Unlimited Source Of Latest News Releas

https://mauritiusnewswire.com/university-students-sensitised-on-

University students sensitised on maritime security issues

A roundtable on Maritime Security (MASE) Programme, held in the context of the Second Ministerial Conference on Maritime Security and the 22nd Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, kicked off, today at the Core Building of the University of Mauritius in EbAne.

The roundtable has as objectives to create awareness among university students on actions related to tackling maritime challenges and to open up opportunities for academia for research works. The Second Ministerial Conference on Maritime Security and the 22nd Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia will be hosted in Mauritius from 18 to 20 June 2019.

The Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, Minister of Public Infrastructure and Land Transport, Mr Nandcoomar Bodha, the Minister of Education and Human Resources, Tertiary Education and Scientific Research, Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, the Ambassador of the European Union to the Republic of Mauritius, Ms Marjaana Sall and other eminent personalities were present.

In his address, Minister Bodha stated that maritime security has become a crucial domain for countries of Eastern Southern Africa and the Indian Ocean as it is linked to economic growth. On this score, he delved into the different types of maritime threats, namely drug trafficking, human trafficking, money laundering and marine pollution which he said, impact both on the environment and the economy.

He underlined the need to preserve the ocean for safer economic activities by working together with countries of the region for a more coordinated approach. It is imperative to position Mauritius and Seychelles with a solid structure to fight maritime threats, he added.

As for Minister Dookhun, she emphasised that the primary aim of the roundtable is to foster a better understanding on maritime security as it is an issue of regional as well as international concern. She spoke on the importance of strengthening cooperation and collaboration so as to effectively fight maritime crimes and threats in coastal countries.

With regard to the Second Ministerial Conference on Maritime Security which will be held during this week, she highlighted that it will allow organisations and partners to come up with collective actions and ensure coordination for an efficient and sustainable maritime security.

For her part, Ambassador Sall spoke of EU's active involvement in maritime security initiatives in line to securing maritime and terrestrial area. She pointed out that the EU has provided fund for the MASE programme to the tune of Euros 37.5 million to counter the regional maritime security issue, namely piracy.

Second Ministerial Conference on Maritime Security

The second ministerial conference has as aim to take stock of the different actions undertaken since April 2018 and evaluate the efficiency of actions as well as identify responses to ensure a long-lasting maritime security.

In April 2018, a major step in the regional MASE was reached with the signing of two regional agreements during the Ministerial Conference on Maritime Security in Mauritius. These agreements based on exchanging and sharing of maritime information and coordination of operations at sea were signed by five states namely Comores, Djibouti, Madagascar, Mauritius and Seychelles, joined by France and Kenya in November 2018.

Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia is an international governance mechanism established in New York in 2009 to facilitate the discussion and coordination of actions among States and organisations to suppress Somali piracy. To date, more than 60 countries and organisations are part of the forum, working towards the prevention of piracy off the Somali coast. The 22nd Plenary Session will focus on specific themes related to piracy and maritime security issues.

Seychelles appeals for a safer Indian Ocean with no rivalries between States



Ambassador Faure speaking during the round table discussion

Secretary of state Ambassador Barry Faure took part in a round table discussion on maritime security, held on Friday under the theme 'A Safer Ocean' in the margins of the second Ministerial Maritime Security organised in Mauritius.

The round table was held at the University of Mauritius in Ebene and organised by the Indian Ocean Commission.

Ambassador Faure stated the importance of the ocean to all countries especially for Sids (small island developing states) since "it is in our common interest to preserve and protect the ocean".

He stressed the point that "there should be no rivalries between States in the Indian Ocean, just peace, as our region should remain a zone of peace and opportunity in line with the UN declaration of 11/12/1971".

His intervention sent a strong appeal to the audience that comprised mainly high level officials from Mauritius and professionals, academia and students.

He said that "Seychelles will continue to advocate for stability and safety in our ocean especially as the champion of the development of the Blue Economy in Africa".

The round table was officially opened by the Mauritian Minister for Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, Nandcoomar Bodha.

Also present in the round table discussion, facilitated by the head of governance of peace and security for Comesa, Elizabeth Mutunga, was the EU ambassador Marjana Sall, who acknowledged Seychelles for continuing to be at the forefront against piracy and who commended our recent acceptance to prosecute the 5 suspected pirates apprehended by the Spanish vessel *Navarra* last April.

Present as well was Mr Dabidin from the Mauritian Prime Minister's Office, who spoke thoroughly on various measures and challenges faced by his government in tackling maritime threats.

Members of the Seychelles delegation included Chief of Staff Colonel Michael Rosette of the Seychelles People's Defence Forces; special advisor for Home Affairs, Sheryl Vengadasamy; director general at the department of Foreign Affairs, Jacques Belle; and director of Reflecs3, Inspector Joseph Bibi.

21 juin 2019

https://defimedia.info/economie-oceanique-bodha-la-securite-maritime-

Économie océanique - Bodha : «La sécurité maritime essentielle»

BY SNEHA PERYAGH



Le Centre de Coordination aux Seychelles et celui de Fusion à Madagascar, dans le cadre des accords MASE (Maritime Security), répondent à des exigences de sécurité des océans dans la région, soutient le ministre des Affaires étrangères, Nandcoomar Bodha. Il intervenait à la conférence ministérielle de la Commission de l'océan Indien à Balaclava du 18 au 20 juin. Il a invité les pays non signataires à le faire pour renforcer la coopération régionale face au trafic des stupéfiants, à la piraterie, aux trafics d'armes et humains et à la pêche illicite. Pour lui, la sécurité maritime est une condition essentielle pour développer l'économie océanique et assurer la sécurité humaine.

La conférence a pour objectif de mobiliser l'effort international pour une meilleure sécurité dans la partie occidentale de l'océan Indien.

Selon la stratégie africaine intégrée 'Horizon 2050', il est question de la mise en œuvre d'opérations conjointes de surveillance régionale avec des réseaux maritimes où les garde-côtes effectueront une importante fonction de poursuite transfrontalière autour de l'Afrique.

En chiffres

- Les pertes causées par la pêche illicite dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien totalisent environ 400 millions USD pour leur première vente et presqu'un milliard de dollars en biens transformés chaque année.
- Le programme MASE est financé par l'Union européenne à hauteur de 37,5 millions d'euros.

Mobilisation internationale pour la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental



Durant toute une semaine, la sécurité maritime a été au cœur de l'agenda régional. Plus de 200 délégués de haut niveau venant d'une quarantaine de pays et organisations internationales ont fait le déplacement à Maurice pour la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental des 18 et 19 juin 2019 et pour la 22e session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes le 20 juin.
Ces rencontres ont permis de faire le point sur les enjeux de sécurité maritime et les initiatives en cours pour y répondre. Au total, une trentaine d'initiatives luttant contre les différents aspects de l'insécurité maritime (piraterie, trafic de drogue, traite d'êtres humains, attaques à mains armées, pêche illégale, blanchiment d'argent, risque terroriste, pollution…) ont cours dans l'océan Indien occidental. Les participants à la Conférence ministérielle ont ainsi appelé à une coordination effective de l'ensemble de ces initiatives pour éviter les chevauchements et assurer une sécurisation de long terme de l'océan Indien occidental traversé par des routes maritimes d'importance mondiale.

Parmi ces initiatives, les mécanismes d'échange d'information et de coordination des actions en mer, mis en place à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, et les activités du Code de conduite de Djibouti et ses amendements de Djeddah ont particulièrement retenu l'attention puisqu'ils fondent une architecture régionale de sécurité maritime adaptée aux besoins de la région. Les Centres régionaux mis en place à travers ces initiatives permettent en effet de mieux coordonner les actions en mer et de fluidifier la circulation de l'information entre les administrations nationales chargées de la sécurité. Les outils déployés dans le cadre du programme MASE auprès du Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et du Centre régional de coordination

opérationnelle aux Seychelles permettront notamment de suivre la situation maritime en temps réel et d'identifier rapidement les comportements suspects ou les cas de détresse en mer pour une intervention coordonnée. Les participants ont également indiqué leur appréciation positive de la participation des partenaires internationaux aux opérations sur le terrain, notamment des forces navales (EUNAVFOR Atalanta, *Combined Maritime Forces*, les pourvoyeurs extérieurs de sécurité et l'OTAN)
A l'issue des travaux, les délégués ont adopté la Déclaration de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental et le Communiqué final de la 22e session plénière du CGPCS, deux documents qui fixent le cap des actions à venir pour la sécurité maritime régionale. Les organisations régionales de l'Afrique orientale (COMESA, IGAD, EAC et COI) sont appelées à rester en première ligne de la mobilisation et de l'action pour la sécurité maritime en appui à leurs Etats membres et avec le soutien des partenaires au développement, notamment l'Union européenne.
Déterminées à approfondir l'engagement pour la sécurité maritime, « condition essentielle pour développer l'économie bleue et assurer la stabilité, le progrès social et la sécurité humaine », les autorités mauriciennes, par la voix du ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Nandcoomar Bodha, également président en exercice du CGPCS au nom de la COI, ont annoncé l'organisation d'une nouvelle édition de la Conférence ministérielle en 2020 visant à évaluer la mise en œuvre de la Déclaration adoptée le 19 juin. Nandcoomar Bodha a également symboliquement remis le fanion du CGPCS à Raychelle Omamo, ministre de la Défense du Kenya (photo ci-jointe – DSC 0840) qui prendra la présidence de ce Groupe de contact à compter de janvier 2020 pour deux ans. Ce passage de témoin exprime la volonté des Etats de la région de jouer un rôle croissant et prépondérant pour la sécurité maritime régionale avec le concours renouvelé de la communauté internationale.

Cette semaine de la sécurité maritime, organisée par la République de Maurice en partenariat avec la COI et le soutien de l'Union européenne, a été marquée par la présence des ministres des Comores, de Djibouti, du Kenya, de Madagascar, du Secrétaire d'Etat des Seychelles représentant la présidence du Conseil des ministres de la COI, de la sous-secrétaire générale pour l'Afrique du Département des Affaires politiques et de Consolidation de la paix des Nations unies, des ambassadeurs de l'Union européenne, de France, du Royaume-Uni, de Chine, d'Inde et du Japon, entre autres, et de hauts-représentants des Etats-Unis, de plusieurs pays africains, arabes, asiatiques et européens, des forces navales, du COMESA, de l'IGAD, de la COI ou encore des agences onusiennes (Organisation maritime internationale, Organisation internationale pour les migrations, Office des Nations unies contre la drogue et le crime, FAO…).

Seychelles calls for fuller regional ownership of piracy at the 22nd CGPCS plenary session in Mauritius.



Speaking on 20 June in Mauritius, on behalf of IOC Chair of Council of Ministers, Secretary of State of Foreign Affairs and the Blue Economy, Ambassador Barry Faure made a strong call at the 22nd plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS): "The Contact Group should ensure that all the regional countries play a more active role by stepping up their engagements against piracy aggression and by taking up full ownership over the problem of piracy," he said.

Ambassador Faure added that "Seychelles should not be left alone in accepting and prosecuting pirates in the region, the burden of piracy should be shared by all in the region." He also expressed Seychelles' strong opposition to the premature release of convicted pirates, appealing to the CGPCS Chair that assurances should be given "that there will be no further early release of convicted pirates."

Around 40 representatives of countries, regional organizations and shipping industries across the world were gathered under the chairmanship of Mauritian Foreign Affairs Minister, Honourable Nandcoomar Bodha, who stated in his intervention that Mauritius will ensure that the CGPCS continues to play an active role in the region. "*Leaving a lasting legacy in the region* was the motto of Seychelles during its presidency and we shall keep it", reinforced Honourable Bodha.

The official opening of the plenary was made by Minister Mentor, Minister of Defence and Minister for Rodrigues, Sir Aneerood Jugnauth, who called for greater coordination among key stakeholders in the region, followed with the announcement that Mauritius will launch the 3rd Maritime Security Ministerial Conference next year.

Participants of this Group spoke at length about the future of the group based on a study undertaken by a group of scholars from the University of Copenhahen led by Professor Christian Buerger, which highlighted the importance for the CGPCS to continue its activities and the need to streamline existing working groups like the Operations at Sea and Regional Capacity Building in order to avoid duplication and fragmentation.

The group bestowed the Republic of Kenya with the chairmanship of the CGPCS for two years from 1st January 2020, with IOC offering its secretariat services to ensure continuity.

Members of the Seychelles delegation included Chief of Staff, Colonel Michael Rosette, Special Advisor for Home Affairs, Ms. Sheryl Vengadasamy, Director General at the Department of Foreign Affairs, Mr. Jacques Belle, Director for Reflecs3, Inspector Joseph Bibi, and Seychelles legal expert at the IOC, Mrs. Irene Sirame.

https://www.newsmada.com/2019/06/18/electricite-reunion-du-club-de-la-coi/

Electricité: réunion du club de la Coi

Par Les Nouvelles sur 18/06/2019



Le club des électriciens de la Commission de l'océan Indien (COI) s'est réuni à Antananarivo, hier. Cette rencontre a notamment réuni les représentants des sociétés nationales productrices et fournisseurs d'électricité des Etats membres de la COI, à savoir Madagascar, La Réunion, les Seychelles, les Comores et l'île Maurice.

C'était en tout cas une occasion pour la Jirama, par l'intermédiaire de son Directeur général Olivier Jaomiary, d'exposer sa vision dans le basculement dans l'exploitation des ressources renouvelables compte tenu de l'énorme potentiel dont dispose la Grande île. Cette vision rejoint d'ailleurs le plan stratégique du domaine Energie de la COI qui tient compte de quatre axes au cœur de la transition énergétique : l'efficacité énergétique ; la valorisation de l'énergie solaire ; le développement de la biomasse énergie et la contribution à l'aménagement du territoire.

Ces axes s'inscrivent naturellement dans le plan d'action de chaque Etat membre de la COI. Toutefois, les autres domaines, plus spécifiques à tel ou tel pays, ne sont pas oubliés ou sous-estimés. Ainsi, l'hydraulique est bien un secteur clé pour Madagascar que la géothermie constitue un véritable atout pour les Comores. Quant à l'éolien, il aura sa place dans la production énergétique des pays membres de la COI, même si les conditions climatiques ne sont pas forcément favorables.

Arh.

Club des électriciens de la COI : Concertation sur les énergies renouvelables, hier à Isoraka



Réunion du Club des électriciens de la Commission de l'Océan Indien, hier à Isoraka, Antananarivo.

Les représentants des sociétés nationales productrices et fournisseurs d'électricité des Etats membres de la COI (Commission de l'Océan Indien) se sont réunis hier à Antananarivo. Composée de Madagascar, de La Réunion, des Seychelles, des Comores et de l'Île Maurice, cette association a identifié des défis communs. « *L'évènement a été riche en partage de bonnes pratiques et d'expériences sur la transition énergétique afin d'améliorer la qualité de l'électricité à fournir* », a soutenu Olivier Jaomiary, Directeur général de la JIRAMA. Celui-ci de réitérer la vision de Madagascar de basculer davantage dans l'exploitation des ressources d'énergies renouvelables, compte tenu de leur potentiel énorme dont dispose la Grande Île. « *D'ailleurs, le plan stratégique du domaine Energie de la COI tient compte des quatre axes suivants qui sont tous au cœur de la transition énergétique : l'Efficacité énergétique – la Valorisation de l'énergie solaire – le Développement de la Biomasse énergie, et la Contribution à l'aménagement du territoire* », a-t-il indiqué. En effet, ces axes importants s'inscrivent naturellement dans le plan d'action de chaque Etat-membre de la COI. Les autres domaines, plus spécifiques à tel ou tel pays, ne sont pas toutefois oubliés ou estimés moins importants. Ainsi, l'hydraulique est bien un secteur-clé pour Madagascar ; la Géothermie pour les Comores ; l'éolien aura sa place dans les pays membres de la COI, même si les conditions climatiques ne sont pas toujours favorables.

Antsa R.

COI et ses Projets

Energies renouvelables

18 juin 2019

La Gazette des Comores

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/QuarkXPress%203413.pdf

Antananarivo a abrité la 2e réunion du réseau de la transition énergétique de l'Océan Indien

La 2ème réunion du réseau de la transition énergétique de l'Océan Indien (RTEOI) au eu lieu le 12 juin dernier à Antananarivo, Madagascar. Cette réunion a vu aussi la participation des pays membres de la région et les discussions portaient sur la coopération régionale sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

L'Union des Chambres de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture des Comores (UCCIA), la Fédération Comorienne des Consommateurs et la Direction de l'Energie du ministère en charge de l'énergie ont pris part à la 2ème réunion du réseau de la transition énergétique de l'Océan Indien (RTEOI) qui s'est tenue le 12 juin dernier à Antananarivo. L'objectif de cette rencontre était de promouvoir la construction de bâtis administratifs, des entreprises, des hôtels et des habitats qui minimisent la consommation d'électricité, par une meilleure isolation, ventilation naturelle, aération et par une meilleure luminosité par le soleil.

Le (RTEoi a été lancé en mars 2019 dans le cadre du Programme COI- ENERGIES, avec comme objectif de fournir un cadre de coopération pérenne aux acteurs des Etats membres de la COI et de travailler conjointement sur des actions d'intérêts communs offrant des bénéfices mutuelles. Durant cette journée de travail intensif, les participants de la région Océan Indien ont eu à identifier des actions de coopération, en termes de formation/partage d'expériences, la mise en place de base de données, la mise en réseau des acteurs, la sensibilisation des autorités et des masses sur la problématique de l'efficacité énergétique, appui à l'élaboration de cadre légal national et régional avec les normes dans plusieurs domaines comme sur l'aménagement des infrastructures.



Il est aussi question de la promotion des énergies renouvelables, la biomasse par une politique d'approvisionnement des plants, de reforestation et d'accompagnement des producteurs de charbon de bois, le solaire et la géothermie. Les conclusions et recommandations issues de cette rencontre seront soumises en conseil des ministres de la COI en septembre prochain pour traduction en politique nationale et régionale sur l'efficacité énergétique et promotion des énergies renouvelables.

MY

Pour en savoir plus :

- http://madagascar.niooz.fr/electricite-reunion-du-club-de-la-coi-31572773.shtml
- http://madagascar.niooz.fr/club-des-electriciens-de-la-coi-concertation-sur-les-energies-renouvelables-hier-a-isoraka-31572113.shtml

L'Express DE MADAGASCAR
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE

Energies renouvelables

19 juin 2019

https://lexpress.mg/19/06/2019/transition-energetique-des-centrales-hybrides-

Transition énergétique – Des centrales hybrides non privatisées

19 juin 2019 Mirana Ihariliva 78 Vues 3 minute(s) pour lire



Le club des électriciens de la COI en réunion à Antananarivo, lundi dernier.

La Jirama ne confiera pas l'hybridation de toutes les centrales au secteur privé. L'optimisation des coûts en est la principale raison.

Les quarante-cinq centrales hybrides ne seront pas toutes confiées à une gestion privée. « Afin d'optimiser les coûts d'investissement en hybridation de l'énergie dans les villes de catégorie petite et moyenne, les centrales hybrides ne seront pas toutes gérées par des sociétés privées. Les localités comme Betroka ou Bezaha, par exemple, seront gérées par la Jirama vu que ce sont des sites à faible consommation et qu'il n'est pas nécessaire de les faire gérer par un prestataire. Ce qui représente 15% du nombre total des centrales hybrides à installer incessamment », a fait savoir Olivier Jaomiary, directeur général de la Jirama. Après celles de Morondava et de quelques districts de la région Menabe, la centrale hybride d'Antalaha sera inaugurée cette semaine. Le concept de centrale hybride gagne du terrain un peu partout dans le monde. Depuis 2018, Madagascar, en attendant de faire disparaître l'énergie thermique, opte pour le couplage de celle-ci avec d'autres sources d'énergie renouvelable, notamment le solaire et l'hydraulique. La Jirama a réitéré son engagement à basculer vers l'exploitation des énergies renouvelables devant le Club des électriciens de la commission de l'océan Indien (COI) en réunion à Antananarivo, lundi dernier.

Plan

Des représentants des sociétés nationales productrices et fournisseurs d'électricité des États membres de la Commission de l'océan Indien, à savoir Madagascar, La Réunion, les Seychelles, les Comores et l'Île Maurice, échangent de bonnes pratiques sur la transition énergétique. « La réunion du Club des électriciens permet d'être aux premières loges des innovations technologiques dans le secteur de l'électricité. Les membres ne sont pas non plus désarmés quand il s'agit de négocier avec les grands », souligne un membre du Club.

Le système de coût complet du kilowattheure a longuement été discuté durant la rencontre d'hier. Les problématiques de chaque pays ont été étalées de même que les expériences pour en sortir. Le prix de l'électricité est indiqué être le même que celui appliqué à Maurice.

« C'est dans les coûts que c'est différent », a-t-on souligné. Les défis de cette option d'hybridation de sources d'énergies tel le coût des centrales thermiques et l'intermittence de la disponibilité de l'énergie solaire ont également été revus.

La réunion a ressorti que les potentialités de la Grande île en énergie renouvelable est à miser dans l'hydraulique comme la géothermie pour les Comores. L'éolien aura sa place dans les pays membres de la COI même si les conditions climatiques ne sont pas toujours favorables. Le club des électriciens a fait savoir, en outre, que le plan stratégique du domaine Énergie de la COI tient compte de quatre axes qui sont tous au cœur de la transition énergétique à savoir, l'Efficacité énergétique, la Valorisation de l'énergie solaire, le Développement de la Biomasse énergie et la Contribution à l'aménagement du territoire.

Club des électriciens COI : Le courant passe entre les acteurs



La 7ème réunion du club des électriciens de la Commission de l'Océan Indien s'est tenue hier dans la capitale. Le club des électriciens a été créé grâce au concours du programme ENERGIES financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien. Cette rencontre réunissant les représentants des sociétés nationales productrices et fournisseurs d'électricité des Etats membres de la COI a permis de d'identifier des défis communs de Madagascar, Seychelles, Comores, Maurice et La Réunion. Bien que le contexte et le niveau de développement soient différents, il existe des similitudes, a noté Jaomiary Olivier, Directeur Général de la Jirama.

Ce fut une occasion pour les différents acteurs de partager les bonnes pratiques, expériences sur la transition énergétique afin d'améliorer la qualité de l'électricité à fournir. Le plan stratégique du domaine Energie de la COI tient compte des quatre axes suivants qui sont tous au cœur de la transition énergétique : l'efficacité énergétique – la valorisation de l'énergie solaire – le développement de la Biomasse énergie et la Contribution à l'aménagement du territoire. Les spécificités de chaque pays ont été abordées.

Olivier Jaomiary, Directeur Général de la Jirama a fait part de la vision de basculer davantage dans l'exploitation des sources d'énergies renouvelables, compte tenu du potentiel énorme dont dispose la Grande île. Sur les 45 sites identifiés pour les projets hybrides, la Jirama est en train de voir ce qu'elle peut faire elle-même. Nous en reparlerons.